

Résumé

Interview réalisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe

Mardi 29 septembre 1998, 14 heures

Interviewer: Philippe NICOLET, rédacteur en chef de TVRL

JM = Jean Monnet

CF = Conseil fédéral

UE = Union européenne

Q = question

R = réponse

NB: Les indications de minutage sont susceptibles de légers changements.

David de PURY

Je suis né en 1943, je suis juriste et avocat. J'ai eu une éducation assez conservatrice. Mon père était fonctionnaire à l'économie de guerre à Berne, puis il a travaillé dans l'industrie chimique, et a terminé sa carrière comme sculpteur. Ma famille était très ouverte; elle était neuchâteloise, mais ma mère était bâloise. Nous avons donc bénéficié de deux cultures.

Il y avait trois garçons et une fille. Je suis le second. Mon frère aîné est professeur de théologie, le cadet travaille dans le domaine de l'art, ma soeur est mariée à Bâle. Les priorités étaient le christianisme, le travail et la rigueur.

Mes intérêts d'enfant, c'était la politique, les affaires internationales; j'étais très sociable. Un adolescent plutôt conservateur. Je n'ai pas changé de bord, comme beaucoup de Jeunes. Le libéralisme est en train d'être réinventé par la gauche. La droite est devenue un conservateur d'acquis.

0.09.40 Q Le domaine artistique vous intéressait-il ?

R Non. Le droit m'intéressait, ainsi que la théologie et la médecine. A dix-huit ans, j'en ai eu assez de la Suisse, j'ai étudié le droit à Genève, puis je suis parti en Australie, où j'ai compris la dureté du travail manuel.

0.12.41 J'ai d'abord été en poste à La Haye, puis à Bruxelles. C'était l'époque du choc pétrolier, des plans Werner et Barre. Cela a été

une période intéressante, de renouveau. Là a commencé le dialogue Nord-Sud.

0.14.30 J'étais Secrétaire d'Ambassade à Bruxelles, spécialiste des questions économiques et monétaires. Le point culminant de cette période a été une réunion où la Suisse désirait entrer dans le serpent monétaire, et où le ministre français des finances, Jean-Pierre FOURCADE, a claqué la porte en disant qu'il n'accepterait jamais que la Suisse entre dans la Communauté tant qu'elle pratiquerait l'évasion fiscale. Cela a été une réunion houleuse. Il y a eu une altercation avec Georges-André CHEVALLAZ.

Toute la question va se reposer maintenant avec l'euro. Je pense que le Sfr. a intérêt à garder une position stable face à l'euro. Il n'a pas intérêt à être une monnaie-refuge.

0.18.30 Q En 1973, l'Europe communautaire semble aller mal. Avez-vous pensé que la machine se dégingauait ?

R Elle était exposée à des bourrasques gigantesques. D'où nécessité d'être forte. Il y a eu beaucoup de frustration. Il y a eu la crise du serpent. Mais cela avançait malgré tout.

0.20.50 Q La solution de type AELE vous semblait-elle une bonne idée ?

R Oui. A l'époque, nous étions très satisfaits d'avoir obtenu l'accord entre l'AELE et la Communauté. Cela n'avait pas été facile. LUNS s'y était opposé: "Il n'est pas question qu'on donne à des pays qui ne veulent pas adhérer le bénéfice de la grande zone de libre-échange".

C'était un très bon accord. On n'a pas exigé de nous, par exemple, de nous adapter au droit de la concurrence, etc. A l'époque, nous ne pensions pas à une adhésion. On était très attaché à la neutralité. C'était une époque où beaucoup de Suisses étaient assez sceptiques sur la Communauté européenne. Mais à l'ambassade, à Bruxelles, nous étions d'avis que nous avions besoin d'une Europe forte, par exemple vis-à-vis des Etats-Unis, et que nous n'avions pas intérêt à ce que le projet d'Union déraile. Mais nous ne pensions pas concrètement à l'adhésion.

0.25.00 Q Après Bruxelles, qu'avez-vous fait ?

R Il y a eu cette conférence à Paris, dont l'objectif était de discuter avec les pays en voie de développement, pour essayer de restructurer l'ordre économique mondial, pour en faire un nouvel

ordre. D'une part, il fallait convaincre les pays de l'OPEP qu'ils avaient une responsabilité très importante dans le système. D'autre part, notre mission était aussi d'obtenir un droit de cogestion de ces prix pétroliers. Mais les Saoudiens voulaient enfin parvenir à entrer dans le club des décideurs de la grande politique mondiale. Dans l'ensemble, la conférence fut un échec. La mission de la conférence fut transférée à l'ONU. Tous ces efforts se sont écroulés le jour où REAGAN a été élu.

0.28.30 Q Comment avez-vous vécu vous-même cette intervention de REAGAN, la nouvelle révolution conservatrice ?

R Les Américains ne donnaient rien, ils étaient assez hypocrites. Quand REAGAN a dit "Tout cela ne rime pas à grand-chose", j'ai été soulagé. Car toute cette conférence était une guerre des mots. (*Développement*)

0.31.30 *La guerre idéologique, doublée d'une proposition de désarmement.*

0.32.40 Q Quel rôle ont joué les Etats-Unis dans la fin de l'URSS et des pays de l'Est.

R La politique de REAGAN a eu un effet psychologique sur la Russie. Mais celle-ci s'est écroulée de son propre poids. Ce système arrivait à son terme.

0.33.42 Q Vous avez été le chef des négociations pour la Suisse à l'Uruguay Round. Qu'aviez vous à négocier ?

R C'était la première négociation où l'on passait du tarifaire au non-tarifaire. Elle était très importante, aussi parce que notre politique agricole était très attaquée. C'était déjà le début de la fin d'une politique agricole suisse qui datait de la deuxième guerre mondiale.

0.35.32 Q Comment vous situiez vous avec les deux impératifs: ménager notre politique et les agriculteurs et la nécessité de libéralisation ?

R J'ai passé la majeure partie de mon temps à discuter avec les paysans. Je ne crois pas que nous devrions libéraliser à 100% l'économie suisse, car ils disparaîtraient. (*Développement*)

0.37.46 *Rapport avec la défense nationale, autosuffisance.* Il fallait faire marche arrière.

0.39.15 Q Le Mur tombe. Quelles conséquences avez vous imaginées ?

R L'aile droite du Parti républicain disait "Les Russes restent des gens dangereux" Il y avait une psychose. De l'autre côté, on disait "Tout change". Il y avait le fameux bouquin de Fukiyama, "La fin de l'Histoire". Moi, je voulais être très prudent, mais j'étais convaincu qu'une fenêtre d'opportunité s'ouvrait pour avancer, pour éviter les futures crises.

Comparaison avec le début du siècle. La période de calme relatif actuelle ne sera pas éternelle.

0.43.40 Q Comment avez vous vécu l'EEE et le changement de la politique suisse ?

R Quand DELORS a fait son discours, c'était peu de temps après la sortie d'un des nombreux rapports suisses sur l'intégration, avec comme conclusion: "Il n'y a pas de voie moyenne entre l'adhésion et le Libre-échange". L'idée de DELORS a suscité la réflexion: "Il n'a rien compris à la Suisse". *Développement.*

Et puis, je me souviens d'un petit-déjeuner auquel j'assistais peu après, au symposium de Davos, qui réunissait DELORS et DELAMURAZ. Ce dernier a clairement dit à DELORS "C'est une bonne idée, nous sommes de la partie, on y va".

0.48.08 Q Qu'est ce qui explique qu'après la première réaction, négative, on soit arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas de choix ?

R On a constaté que tous nos partenaires de l'AELE étaient partants, que certainement ce discours avait été préparé de longue date, peut-être même avec des contacts avec certains de nos partenaires, et qu'il n'y avait aucune chance de faire cavalier seul.

0.48.58 Q A quel sujet en particulier estimait-on que la solution n'était pas viable pour la Suisse ?

R La Suisse ne se voyait pas entrer dans un mécanisme qui allait très loin dans la reprise des politiques communautaires, sans avoir son mot à dire. Au domaine fédéral du Lohn, à Berne, devant une délégation de l'Union et le Commissaire européen aux Affaires étrangères, Monsieur BLANKART a fait un remarquable exposé d'une demie-heure dans lequel il a dit ce que devait être l'EEE pour nous: éviter d'abandonner notre souveraineté et avoir notre mot à dire. En face, il y avait un petit sourire qui signifiait: "Vous ne pouvez pas tout avoir".

0.52.38 J'étais d'accord avec le CF pour demander l'adhésion avant le vote. Parce que c'était la politique honnête avec le Peuple. Le CF était convaincu que c'était un accord bon pour une certaine durée,

mais que, à terme, il fallait l'adhésion. Il l'a dit clairement. Je crois que ce qui a fait échouer le vote, c'est que peu avant, les Français avaient voté sur Maastricht, et que les Suisses ont tout mélangé. Si aujourd'hui le CF disait " Le bilatéralisme est notre voie pour l'avenir", ce serait une grave erreur, car ce ne serait pas vrai. Là, notre gouvernement a eu un minimum de courage.

0.55.31. Q Les courants qui gravitent autour de BLOCHER, et qui ont accusé le CF, l'auraient aussi accusé de cacher la réalité, c'est-à-dire l'adhésion.

R Le reproche qui est fait au CF est d'avoir choisi une "fausse tactique". Dans une démocratie directe, il faut dire la vérité.

0.57.32 Q Et le vote sur la taxe poids lourds ?

R Je pense que les Suisses romands ont voté pour l'Europe. Mais si le Peuple avait voté "non", cela n'aurait pas voulu dire que les bilatérales auraient échoué. *Développement.*

1.00.09 Q Vous vous trouvez au conseil d'administration de nombreuses entreprises.

R Oui. Pour "Zurich financial services", "Schneider Electronic", le journal "Le Temps" (Président), "De Pury, Pictet, Turettini", qui est une société d'investissement assez entrepreneuriale, surtout dans le domaine de l'électricité.

1.01.55 Q Est-il facile de défendre les intérêts de diverses sociétés ?

R Il faut éviter les conflits d'intérêts. J'ai refusé le conseil de Novartis à cause de Nestlé. Même chose pour le Crédit suisse et la Zurich.

1.03.15 Q Le fameux livre blanc, pouvez vous résumer son message ?

R Il y avait eu un premier Livre blanc sous la direction de M. LEUTWILLER (?), qui venait de prendre la direction de Brown Boveri. Le thème était "L'Economie suisse doit s'ouvrir".

Développement de l'histoire du livre. DELAMURAZ. Résultat, 36 propositions.

Nous avons voulu relancer la machine, avec des propositions plus pointues, ce qui a abouti au deuxième Livre blanc. L'explosion s'est produite à cause d'un nouveau chapitre. le chapitre social.

Développement.

Le message a été mal interprété. Nous disions "Plus que jamais, alors que la concurrence mondiale se déchaîne, et que le chômage guette, nous avons besoin d'un système social qui soit finançable et tienne la route" J'admets que les propositions que nous avons faites étaient trop bâclées.

1.11.15 Nous ne nous attendions pas à cette explosion. Tous les milieux ont désapprouvé, qu'ils soient de droite ou de gauche.
Développement, VILLIGER.

Le Livre blanc a été le symbole de la crainte justifiée.

1.15.44 Q Comment jugez vous vous-même, trois ans après, ce message et son contenu ?

R Si c'était à refaire, je le referais, mais seul, pas avec dix-huit autres personnes. *Exemples de compromis pour l'élaboration du livre.*

1.18.08 Q Dans le domaine social, qu'auriez vous aimé amener, à titre personnel ?

R Je voudrais dire, auparavant, que 30 à 40% de ce que nous avons proposé dans le Livre blanc est en voie de réalisation, et nous avons dé-tabouisé le Social. Nous devons réformer le Social. Que ceux qui n'ont pas besoin de la Sécurité sociale n'en profitent pas, et inversement. J'avais aussi de fortes réserves sur le caractère non-obligatoire du deuxième pilier. Il faut obliger les gens à s'occuper de leur avenir social, pour qu'ils ne deviennent pas des assistés.

Développement.

1.24.20 Q Economie et politique, comment aujourd'hui doser l'équilibre ?

R La politique est nationale, l'économie est internationale. C'est la raison pour laquelle nous avons beaucoup de règles nationales et très peu de règles internationales. Mais nous avons une économie qui sous-estime l'importance du politique, et vice-versa.

Développement.

Dans l'Union, le Conseil des ministres est un excellent exemple d'interdépendance, ce qui fait que tous les pays ont une influence sur la politique des autres pays. Il ne l'auraient jamais au plan national.

1.27.50 Q Avez vous le sentiment que la politique, et notamment le droit, sont armés pour fixer les règles du jeu, ou que, au contraire, c'est l'économie qui pourrait les fixer ?

R Ni par l'économie seule, ni par les gouvernements seuls. Ce sont deux mondes différents.

1.29.10 Q Est-ce que, aujourd'hui, des entités, comme Microsoft par exemple, vous paraissent être encore dans l'esprit de ce qui était la liberté à sa base.

R La liberté économique est nécessaire, mais il faut des règles.

1.30.50 La ligne entre l'abus de concurrence et la concurrence est très fine. Il ne faut pas punir la créativité. Il faut éviter le monopole, mais c'est difficile.

1.32.10 Q On voit actuellement une carte d'Europe sociale-démocrate. Comment réagissez vous à cela ?

R J'ai dit tout à l'heure que la gauche réinventait le libéralisme. *Développement.*

Par ailleurs, BLAIR ou JOSPIN remettent en question le socialisme d'antan. Ils ont une recherche pour trouver les bonnes règles, alors que la droite ne fait pas grand-chose. Nous avons besoin de ces nouveaux gouvernements. *Développement.*

Il faut arrêter le manque de confiance réciproque, il faut le rétablir.